

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°157 | 157^e année | CHF 3.00

PÉROU

Prendre son parti du pétrole



9 Après avoir souffert de l'exploitation pétrolière, et après un long combat contre l'Etat péruvien, les autochtones du Haut-Tigre commencent à profiter de la manne de l'or noir. Pour dépolluer les sites, mais aussi pour développer des projets durables. Ces avancées restent toutefois fragiles.

3 ALIMENTATION

La demande en **poulet** ne bat pas de l'aile

**4 VAUD**

La revalorisation du personnel de **santé** parapublique jugée insuffisante.

5 CAROUGE (GE)

Rénovation oblige, du bâti modulaire accueille certain-es **élèves**. Reportage.

7 SUISSE

Travail.Suisse exige des hausses jusqu'à 4% pour combler le retard **salarial**.

éditorial

PHILIPPE BACH

RETOUR AUX PRATIQUES MÉDIÉVALES?

7

Depuis hier, le Tribunal pénal fédéral juge les parents d'un jeune Suisse converti à l'islam parti en 2015 faire le djihad en Syrie. Capturé en 2019, il est enfermé depuis dans un camp tenu par les forces kurdes, tout comme son épouse et leur fils. Ses parents sont accusés de lui avoir envoyé de l'argent, ce qui tombe sous le coup du financement du terrorisme.

On est certes en présence d'un échec éducatif manifeste. Mais il y a aussi beaucoup à redire sur l'attitude de la Suisse dans cette affaire. Tout d'abord, comment ne pas comprendre la volonté des parents de sauver leur fils? Même maladroitement, en gardant des liens, en lui envoyant de quoi survivre sur place et, gageons-le, en espérant permettre un retour.

Quel parent abandonnerait son enfant à son triste sort, quand bien même il est coupable de graves délits? Espérons que la justice en tiendra compte. A défaut, son message consisterait à dire que face à l'importance du forfait, les proches d'un criminel sont priés d'abdiquer leur humanité.

En second lieu, on peut trouver inquiétante l'intransigeance des autorités suisses face à ce jeune ressortissant de notre pays. En mai, le porte-parole du DFAE (Département fédéral des affaires étrangères) expliquait froidement à la RTS que l'Etat fédéral avait tranché: «On

ne veut pas que l'Etat ramène ces gens en Suisse, parce qu'ils sont un danger [...]. Donc ils sont effectivement laissés à eux-mêmes dans la situation dans laquelle ils se sont mis eux-mêmes.» Avec à la clé, l'étude d'une éventuelle déchéance de la nationalité. En clair, ils sont condamnés à pourrir dans un camp, avec sans doute une mort prochaine pour seul horizon.

Une sorte d'exclusion du champ de la société qui fait penser au bannissement au Moyen Age, en miroir de l'idéologie de Daesh. L'éjection de la communauté comme punition ultime, les oreilles coupées ou le fer rouge en moins. Pourtant, la dérive mentale qui a poussé ces jeunes à se lancer dans cette criminelle fuite en avant a eu lieu en Suisse. Heureusement rare, elle n'en demeure pas moins un produit de notre société. L'intransigeance du Conseil fédéral équivalait à dire que ces jeunes sont perdus à tout jamais, irrécupérables. Et qu'on ne cherche pas à comprendre par quel délire ce destin criminel a pu paraître souhaitable.

Il s'agit d'une négation du rôle de guérison, de réhabilitation et de réinsertion que devrait jouer la prison. Une posture indigne des fondements de la démocratie dont la Suisse se réclame pourtant. Au-delà du cas des parents, c'est aussi une violation des fondements de l'Etat de droit qui est discutée à Bellinzona. |



Soutenues par l'ONG MCI, les communautés autochtones peuplant le bassin du Rio Tigre, au Pérou, revendiquent leur droit à un développement durable, après un demi-siècle de désolation

Prosperer malgré le pétrole

GUY ZURKINDEN

Pérou ▶ «Les Kichwas restent largement ignorés par l'Etat. Mais leur lutte commence à porter ses fruits.» En février, Aurélien Stoll, secrétaire général du Mouvement pour la coopération internationale (MCI), a visité plusieurs communautés autochtones habitant le bassin de la rivière Rio Tigre, en Amazonie péruvienne. Après avoir souffert des impacts déléterés de l'exploitation pétrolière, ces 8600 habitant-es commencent à percevoir des améliorations dans leur quotidien. Le fruit d'une longue bataille menée par la Fédération des communautés du Haut-Tigre (Feconat) avec le soutien du MCI, une ONG financée par la Fédération genevoise de coopération, qui appuie des communautés de peuples premiers en Amérique latine. Dans un contexte instable, ces avancées demeurent cependant fragiles.

Une semaine de bateau

Rendre visite aux membres de la Feconat est un défi en soi. Leurs villages, une trentaine environ, sont disséminés le long du Rio Tigre, un gigantesque réservoir de biodiversité s'étalant sur une superficie équivalant au tiers du territoire helvétique. Pour les atteindre, une seule solution: naviguer durant une semaine sur cette large rivière serpentant au milieu de la forêt tropicale humide avant de se jeter dans le Marañón, un des principaux affluents du fleuve Amazone.

Dans cette région reculée du Loreto, le département le plus grand mais aussi le plus pauvre du Pérou, les Kichwas survivent en pratiquant l'agriculture de subsistance, la chasse et la pêche. «Moyens de communication, eau potable, accès aux soins et à l'éducation, nourriture: ces populations manquent de tout», explique Aurélien Stoll, qui les accompagne depuis près de quinze ans.

Malédiction et source de revenus

L'exploitation de l'or noir, entamée il y a plus d'un demi-siècle dans le Haut-Tigre, y a creusé de profondes cicatrices. Le désastre



Le bassin du Rio Tigre et ses habitant-es ont été massivement contaminés par plus d'un demi-siècle d'extraction pétrolière. AURÉLIEN STOLL/MCI

est d'abord environnemental: chargées de métaux lourds et d'hydrocarbures, les eaux résiduelles déversées par les compagnies – notamment Pluspetrol (argentine) et Petroperú (péruvienne) – ont contaminé cours d'eau, animaux et populations locales. L'implantation de cette industrie lourde a aussi entraîné une diminution de l'usage de la langue native et la désarticulation des modes de fonctionnement traditionnels.

Contrairement à d'autres communautés, une majorité des membres de la Feconat ne s'oppose pourtant pas au maintien de l'activité pétrolière, devenue la principale source de revenus dans la région. «Les Kichwas exigent la dépollution des sites, une extraction respectueuse de la nature et revendiquent leur part du gâteau financier. Même si le sujet reste très débattu dans les villages», explique Aurélien Stoll.

A l'arrêt depuis 2023 à la suite des scandales environne-



«Les Kichwas exigent la dépollution des sites et une part des revenus du pétrole»

Aurélien Stoll

mentaux et aux mobilisations que ceux-ci ont déclenchées – les autochtones n'hésitant pas à bloquer l'accès aux plateformes pour faire entendre leur voix –, l'exploitation des puits devrait reprendre en 2025. Avec un changement important à la clé: pour la première fois, l'Etat péruvien consulte les populations affectées afin de déterminer les conditions de ce redémarrage, souligne le responsable de MCI.

Former des surveillants écologiques

L'accompagnement du MCI a joué un rôle dans cette évolution. Depuis onze ans, l'ONG genevoise soutient la Feconat sur deux plans. D'une part, elle appuie la formation de jeunes villageois-es, afin qu'ils et elles puissent documenter les impacts écologiques de l'industrie pétrolière à l'aide des nouvelles technologies. De l'autre, elle renforce la fédération des communautés sur le plan institutionnel. Objectif: lui permettre

de réaliser un travail de plaidoyer auprès des autorités, à partir des informations récoltées sur le terrain. «Ce soutien prend des formes très concrètes, détaille Aurélien Stoll: financer un bureau pour l'organisation ainsi que les voyages nécessaires aux rencontres et assemblées des Kichwas; permettre à la Feconat de recevoir et de gérer des fonds. Sans oublier l'appui à la mise en réseau des communautés autochtones du Loreto.»

Des maisons et des écoles

Ce travail de longue haleine commence à porter ses fruits. Mis sous pression, l'Etat péruvien s'est résolu à mettre sur pied trois fonds destinés aux communautés autochtones du Loreto. Le premier, doté d'une valeur de l'équivalent de 100 millions de francs, contribuera à financer le nettoyage des sites pollués. Le second, financé par un prélèvement de 0,7% sur les revenus de l'extraction pétrolière, sera versé

aux populations affectées. Et le dernier, doté de plus d'un milliard de francs sur vingt ans, servira à développer des projets répondant à leurs besoins.

Le processus ne fait que débiter, mais ses effets sont déjà palpables. En février, Aurélien Stoll a pu visiter une école, des maisons, des stations de traitement des eaux et des centres de santé – tous construits grâce à ces financements. Ces derniers ont aussi permis des activités de démarcation des terres, décisives pour la reconnaissance des territoires kichwas.

Les ONG dans le viseur

Ces améliorations restent fragiles, tempère le permanent de MCI, qui rappelle que «soutenir des organisations autochtones dans cet environnement précaire et conflictuel ne laisse aucun répit». Omniprésente dans le bassin du Rio Tigre, la répression des résistances, qui se solde régulièrement par l'arrestation des leaders kichwas, pourrait encore s'accroître dans le contexte politique très instable qui a suivi la destitution du président Pedro Castillo, à fin 2022. Sous l'influence d'une extrême droite renforcée, le Congrès péruvien multiplie en effet «les mesures visant à contrôler les autorités judiciaires et électorales, à affaiblir les systèmes de reddition de comptes et à saper la surveillance et les critiques de leurs actions, par le biais d'une vague de lois destructrices», dénonce Human Rights Watch. Début juin, une commission du législatif péruvien a ainsi approuvé un texte prévoyant de sanctionner les ONG faisant de «l'activisme politique». Un motif de préoccupation supplémentaire pour les organisations comme MCI, perçues par certains acteurs politiques et économiques comme une menace pour les puissants intérêts extractivistes dans le pays. 1

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction de *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Agenda de la solidarité

PAYSANS DU BURKINA

FÊTE DE SOUTIEN

24 AOÛT

L'association Song Kombu s'associe avec son homologue Paysans solidaires pour une fête destinée à récolter des fonds pour les petits fermiers burkinabè. L'équipe de Comiqu'opéra proposera une «bulle de fantaisie à l'italienne». Au programme: chansons italiennes des années soixante et nonante et présentation du spectacle comique *Sessanta Spritz* de Simon Romang, comédien-humoriste vaudois. Le 24 août, à partir de 17h, avec restauration sur place, à la Salle polyvalente du Léman à Apples dans le canton de Vaud (spectacle à 20h).

Billetterie: <https://infomaniak.events/fr-ch>

L'EAU, QUEL ACCÈS?

TABLE RONDE ET ANNIVERSAIRE

19 ET 21 SEPTEMBRE

Dans le cadre de ses 40 ans, l'association emp'Act organise une table ronde sur le thème «l'eau: droit humain ou privilège?» Avec notamment Pedro Arrojo Agudo, rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement. Le 19 septembre, à 18h15, à UniMail, salle MS130, dans le cadre d'Alternatiba.

Deux jours plus tard, le 21 septembre, Emp'act convie le public à sa fête d'anniversaire. Une soirée payante qui permettra de financer le projet d'accès durable à l'eau garant de la souveraineté alimentaire dans le nord du Togo. Au menu: buffet péruvien et concerts de Kara Sylla Ka (Sénégal), Cali Flores et Sergio Valdeos (Pérou). Au point Favre à Chêne Bourg. Inscriptions: info@emp-act.ch

EN RÉSEAU POUR LA SANTÉ

TABLE RONDE

25 SEPTEMBRE

«La pandémie de Covid-19 a montré la nécessité d'une approche intégrée de tout-es les acteur-ices, notamment pour l'accès et la distribution des vaccins», insiste Medicus Mundi en proposant une table ronde à Lausanne. L'ONG invite les secteurs de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et de la promotion de la paix à une coopération plus systémique à l'aide du concept de «triple nexus» dans le domaine de la santé globale. Des représentant-es de la Direction du développement et de la coopération (DDC), d'Handicap International (HI) et de Women's Hope International présenteront la thématique et des expériences dans le domaine. Le 25 septembre, de 13h à 17h, au Casino de Montbenon. Inscriptions: contact@medicusmundi.ch

CÉLÉBRER L'AFRIQUE

FÊTE

28 SEPTEMBRE

Les associations d'aide au développement Graine de baobab et Tereo célèbreront ensemble à Genève leurs 20 ans lors d'une soirée festive qui mêlera rétrospectives, apéro, musique, repas et danse. Les deux ONG suisses sont actives en Afrique. Tereo est le nouveau nom de l'association Tourism for Help qui a diversifié ses activités en intégrant les questions de la consommation locale et de l'agriculture responsable. Les festivités auront lieu le 28 septembre à partir de 18h à la salle Michel-Simon de l'Espace Palettes au Grand-Lancy. Inscriptions: infos@tereo.ch CKR